



le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue fernaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 266 JEUDI 27 AVRIL 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

Français, encore un effort !

VOICI donc le troisième plan Barre. Malgré l'échec patent de ses théories fumeuses et de leur application, notre économiste va poursuivre l'action entreprise voilà maintenant dix-huit mois. Pourtant, il semblait clair que sa politique n'avait pu calmer (légèrement) l'inflation qu'en faisant augmenter démesurément le nombre des chômeurs : plus de 1 500 000 aujourd'hui.

Bien entendu, les mesures adoptées sont la continuation parfaite des plans précédents. Rien pour les travailleurs, tout pour les capitalistes. Voilà résumé le contenu de ce programme. Qu'on en juge plutôt.

En aucun cas la progression des salaires ne devra être supérieure à la progression des prix. On sait déjà ce que cela signifie, avec le truquage des statistiques gouvernementales. Seul le S.M.I.C. devra faire l'objet d'une progression supérieure. Mais les promesses ne coûtent pas cher, pas plus après qu'avant les élections. Raymond Barre n'avait-il pas admis, à une époque pas si lointaine, le principe du S.M.I.C. à 2400 F ? Qu'on se rassure, on ne parlera plus de cette dangereuse utopie... avant 1981. Par contre, les tarifs publics seront relevés immédiatement.

Quant aux entreprises, leur condition va se trouver sensiblement améliorée par plusieurs mesures d'importance. Elles pourront se procurer des fonds d'investissement en mettant en vente des actions d'un nouveau genre : elles ne donneront pas le droit de vote, mais elles seront détaxées et pourront être déduites du revenu imposable. Rien à voir avec la participation ou l'intéressement, il s'agit plutôt d'inciter les gros épargnants à placer leurs économies dans l'industrie au lieu de les investir dans les valeurs immobilières jugées plus sûres. Ensuite, l'Etat prendra à sa charge 50% des charges sociales du jeune personnel embauché par les P.M.E. et les artisans. A côté de cela, on proclame le retour à la liberté des prix. Libéralisme oblige! Mais la liberté laissée aux industriels de fixer leurs prix ne les oblige nullement à refuser les cadeaux de l'Etat.

Ces cadeaux, qui va les payer ? Barre affirme que tous les impôts seront bloqués à leur taux actuel, aussi bien l'impôt sur le revenu des salariés que l'impôt sur les sociétés et la T.V.A. Par contre, l'impôt sur les grosses fortunes est « mis à l'étude ».

Quelles vont bien pouvoir être les conséquences d'un tel programme ? La continuation du système et le maintien des privilèges est le but le plus clair du gouvernement. C'est entendu, et nous n'attendions pas autre chose. Mais est-il au moins capable d'endiguer la vague de chômage sans pour autant relancer l'inflation ? C'est là la grande question à laquelle les mois à venir donneront la réponse.

Il n'y a pas de mystère en économie. Tout cela est limpide. En redonnant aux industriels la liberté de fixer leurs prix, on va relancer l'inflation. En diminuant les charges des entreprises, on va donner au patronat, à l'ensemble de la classe possédante, la possibilité de se remplir un peu plus les poches, ce qui ne signifie nullement une relance des investissements, ni bien sûr un recul du chômage. Et si, dans le même temps, les revenus de l'immense majorité des consommateurs, c'est-à-dire des travailleurs, n'augmentent pas plus, c'est-à-dire plutôt moins que les prix des produits de consommation, où trouvera-t-on les débouchés capables d'écouler la production supplémentaire de biens, à supposer, encore une fois, que cette relance ait lieu ?

Si cette situation devait se prolonger, si la situation sociale ne se débloquait pas, le pays s'acheminerait rapidement vers une nouvelle crise, plus profonde encore. Cette crise serait une crise de sur-production (ou plutôt de sous-consommation) et l'équilibre de l'économie n'en serait alors que plus précaire. C'est la voie irrémédiable vers laquelle nous entraînent ces incitations à l'effort, à la restriction.

C'est toujours aux plus démunis qu'on demande de faire l'effort de restreindre leur niveau de vie.

C'est aux plus démunis aussi que nous nous adressons en leur demandant de faire un effort. Un effort plus douloureux que le déplacement au bureau de vote, un effort pour se battre, partout, pour faire échec à l'austérité imposée à nouveau par le pouvoir.

F.O.P. 2520

Pour décider nous-mêmes de notre vie et de nos luttes, agissons en dehors des partis et de l'état.

POUR UNE SOCIÉTÉ LIBERTAIRE, AUTOGERÉE FEDERALISTE ET SOLIDAIRE, MANIFESTONS!



La situation en Italie

Le terrorisme, les Brigades Rouges et l'affaire Moro

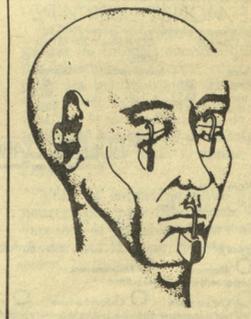
L'AFFAIRE Moro fait la une de tous les journaux! Il y a quelques jours, Barre l'a évoquée à la tribune de l'Assemblée Nationale. Son indignation a soulevé des applaudissements sur tous les bancs. Et en regardant cette scène sur mon écran de télévision, je me souvenais... Souvenez-vous également! C'était en 1969, en Italie justement. Une bombe éclate à Milan dans un bureau de poste, si ma mémoire est juste. Quatorze morts! Ce sont les anarchistes, proclament le gouvernement, la police, les journalistes! On arrête un vieux militant anarchiste, Giuseppe Pinelli, on l'interroge au premier étage de l'hôtel de police, le poêle fume, on ouvre la fenêtre, on pousse Pinelli, on le suicide.

Les flics allemands et les Brigades Rouges n'ont rien inventé! Oui, je me souviens, Pinelli notre camarade... il était innocent! Pour Pinelli assassiné par les flics, pas de manchettes de journaux, pas de protestations solennelles à la Chambre, pas de larmes de crocodile du président de la République de l'époque. Pinelli, lui, n'appar-

tenait pas au clan. C'était un petit, un ouvrier, un anarchiste connu... une belle affaire pour les flicards en veine de décorations et d'avancement! Je continue d'ailleurs à me souvenir, j'avais écrit à l'époque dans *La Rue* que le chef des flics qui avaient assassiné Pinelli ne vivrait pas vieux. Deux ans à (suite page 5)

Ils seront jugés en fin d'année

7 CAMARADES DE LA C.N.T. RISQUENT LA PEINE DE MORT EN ESPAGNE voir notre article en page 6



Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOUR-
 COING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
 ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE
 CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e,
 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
 MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY SUR MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
 - VILLENEUVE LA GARENNE
 - LEVALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La
 Ferté-Macé - Flers, La Rochelle, Vier-
 zon, Bégard, Lannion, Châteauroix,
 Concarneau, Amboise, Chinon, Mont-
 pellier, Lons-le-Saunier, St-Sever, St-
 Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme,
 Montoire, Blois, Coutances, Laval,
 St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand,
 Strasbourg, Nord Seine-et-Marne,
 Albert, Brest, Centre-Bretagne, Poi-
 tiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et libertés,
 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
 Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à
 Villeurbanne.
 Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean
 Rostand, rue Montebello à Toulon.
 Groupe Jules Durand, Le Havre et Région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
 Sociales, 16 rue Jules Teller au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi
 de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.
 Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51,
 rue de Lappe, Paris 11^e.
 Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.
 Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert
 Planquette à Paris 18^e.

Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle
 Dewailly à Amiens.
 Groupe Courbevoile-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque
 mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoile, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoile.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Les groupes, liaisons, indi-
 viduels de Bretagne, réunis
 le 15 avril 1978 en assemblée
 générale extraordinaire, ont
 décidé de créer une Union
 Bretonne de la Fédération
 Anarchiste afin de développer
 le mouvement libertaire en
 Bretagne et de briser le silence
 qui est fait autour de l'anar-
 chisme.

Pour tous contacts, s'adres-
 ser aux Relations Intérieures.

UNION BRETONNE
 DE LA F.A.

Les groupes libertaires de
 Marseille, Aix, Toulon,
 appellent tous
 les libertaires
 de la région
 à une réunion
SAMEDI 29 AVRIL
 18 h 30
 au local de la Libre Pensée
 11, rue St-Vincent de Paul
 13 004 Marseille
 en vue d'une action de soutien
 aux anarchistes français
 détenus dans les prisons
 espagnoles

Le groupe libertaire Germinal
 invite ses sympathisants
 à participer
 à sa prochaine
 réunion-débat

VENDREDI 28 AVRIL
 9 20 h 30

Salle du patronage laïc
 72, avenue F. Faure
 75 015 PARIS

Thème de la réunion
**LE TROISIEME TOUR
 ELECTORAL PEUT-IL ETRE
 UNE SUBVERSION
 ANARCHISTE ?**

Ciné Club du 19 juillet
 tous les samedis
 à 21 h

7, rue du muguet
 33 000 Bordeaux
 samedi 29 avril
LA VIEILLE FILLE
 de J.-P. Blanc

Un comique issu de Tati,
 est ici humanisé, transmué
 par le tempérament du réali-
 sateur.

samedi 6 mai
LES VIOLONS DU BAL
 de Michel Drach

La douceur d'une enfance
 heureuse au milieu d'un dé-
 chainement de haines raciales
 dans un univers bouleversé.

ABONNÉS

Nous prévenons nos abon-
 nés que tout changement
 d'adresse doit être accom-
 pagné de la dernière bande
 reçue ainsi que d'une somme
 de 4 F en timbres-poste.

Les administrateurs

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 56 635
 ROTO - Group' 78
 93 - St-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

Meeting à Fumel

Le groupe de Fumel a organisé une journée sur le fédéralisme
 libertaire, à la salle des fêtes de la mairie de Fumel, le samedi
 15 avril de 15 h à minuit, avec le concours du chanteur Serge
 Utge Royo. Maurice Laisant traitait le problème de l'anarchie.
 Un nombreux et chaleureux auditoire avait répondu à notre
 appel, ce qui nous incite à prévoir pour l'année prochaine un
 nouveau meeting au cours de 2 journées sur l'anarchie.

GROUPE LIBERTAIRE DE FUMEL

Premier mai à Paris

Comme l'année passée à l'occasion du 1^{er} mai, nous appe-
 lons tous les camarades et sympathisants à manifester avec
 la Fédération Anarchiste. Rendez-vous à 10 h, place de la
 Bastille (angle rue de la Roquette).

Premier mai à Toulon...

Nous demandons à tous ceux qui ont quelque chose à dire
 ou à dénoncer de se rassembler lundi 1^{er} mai à 10 h 30, place
 d'Armes à Toulon.

GROUPE ANARCHISTE
 RÉGION TOULONNAISE

... et à Marseille

Le groupe libertaire de Marseille appelle, pour le premier
 mai, à un rassemblement de tous les libertaires, à 9 heures
 aux Mobiles.

GROUPE LIBERTAIRE DE MARSEILLE

Informations Basse-Loire

Nantes : Radio libre 44 émet tous les vendredis à 19 h 30
 sur 90 MHZ et 101 MHZ.

Pellerin : Des bruits courent sur une prochaine déclaration
 d'utilité publique (D.U.P.) de la centrale nucléaire, les travaux
 commencent en juin. A noter la présence à côté du Pel-
 lerin d'un dépôt important de sable, le battage dans la presse
 au sujet d'une commande E.D.F. pour le nucléaire aux A.C.B.
 à Nantes, recrutement de divers techniciens pour des chan-
 tiers de centrales nucléaires.

TRANSMIS PAR LIAISON NANTES

HALTE AU FLICAGE DES ENFANTS



1978 LES DOSSIERS HADY DANS LES ECOLES
 1998 TOUTE LA POPULATION FICHEE.

REFUSONS DE SERVIR D'INDICATEURS A L'ETAT !

ENSEIGNANTS NE LES REMPLISSEZ PAS
 PARENTS NE LES RENDEZ PAS



FEDERATION ANARCHISTE
 3 rue Ternaux Paris 75011

Cette affiche est en vente à Publico au prix de 0, 35 F l'unité
 au-dessus de 10 affiches. Au-dessous de 10 : 1 F l'unité.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11 289-15 Paris

TARIF		Etranger	
France	35 F	Sous pli fermé	40 F
3 mois	55 F		
6 mois	65 F	110 F	80 F
12 mois	125 F	210 F	150 F

* Tarif Etranger: BFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Lionel Hager, objecteur déserteur, est passé en procès à Annecy, le 3 mars dernier. Le verdict a été rendu le 6 avril : 1 an de prison dont 9 mois avec sursis, 3 ans de mise à l'épreuve, obligation de terminer son service.
Lionel Hager compte faire appel.

Le samedi 25 mars dernier s'est tenu à Bordeaux une réunion ayant pour but la création d'une coordination pour regrouper les luttes antimilitaristes de la région.
Une structure d'information a été mise en place.
Pour tous contacts : Gérard Loos, La Bourgalie, 24130 Lamonzie St Martin.

Une réunion sur l'objection : 8 heures pour l'objection, aura lieu le samedi 29 avril, de 15 h à 24 h, au centre social de Bellevue à Brest. Films, musique et chansons.
Cette réunion est organisée par le GRANV et le groupe libertaire A. Robin.

Le Groupe Information Asiles, le Collectif d'Enquête et d'Etudes sur les Pratiques Psychiatriques, le Comité de Lutte des Handicapés, le Comité d'Action des Prisonniers, organisent, le 28 avril 78, de 14 h 30 à 18 h, un meeting qui doit montrer : — comment la psychiatrie est politique, ici et aujourd'hui — qu'il faut lutter contre la psychiatrie car elle est une arme de domination politique et idéologique — que cette lutte est possible et déjà commencée...
Salle Ambroise Croizat de la bourse du travail, 3, rue du Château d'eau, Paris 10^e.

Suite aux arrestations de 4 insoumis, Gérard Gaspard, Vincent Cainaud, Alfred Tondeur, Bernard Bolze, une trentaine de personnes ont pénétré le 8 avril à 6 h 30 à l'intérieur de la caserne Sathonay, à l'initiative du GARM, du CLO Lyon et du Groupe Insoumission.
Un tract a été diffusé avant que ces personnes soient arrêtées.
Sur les procès verbaux ont été retenus des « indices graves et concordants », une moralité douteuse des personnes.
Cela devrait permettre à l'armée l'inculpation et la comparution de 30 personnes pour les motifs suivants : — avoir pénétré et circulé dans un terrain militaire clôturé, en temps de paix. — avoir incité à la désertion et à l'insoumission.
Les groupes ci-dessous exigent la libération immédiate des 4 insoumis.
Groupe Insoumission, GARM, CLO Lyon.

Derrière une obligation médicale

L'oppression vaccinale

DANS le cortège de lois et règlements que nous subissons tous les jours de la part de cette société, il en est qui portent directement atteinte non seulement à notre liberté mais également à notre intégrité physique, j'ai nommé l'obligation des vaccinations.

Cinq vaccins sont obligatoires en France : variole, diphtérie, poliomyélite, tuberculose (BCG) et tétanos. Cinq vaccins qui, si nous les refusons, peuvent nous coûter jusqu'à 1000 F d'amende et 1 mois de prison! En français, cela s'appelle démocratie.

Mais examinons de plus près ces vaccins, soi-disant progrès de la médecine sur les épidémies.

LA VARIOLE

Il est courant d'entendre dire, entre autres anneries, que la vaccination anti-variolique a été le facteur qui, dans les pays industrialisés, a permis de stopper les épidémies de variole. Il est flagrant, lorsque l'on regarde certaines courbes, de constater que l'apparition du vaccin n'a modifié en rien la baisse de la maladie. Mais prenons un exemple connu : la Grande Bretagne. Dans ce pays, les vaccinations sont totalement libres depuis 1947 et le taux de bébés vaccinés contre la variole s'élève à 33% (sans rappels) et les épidémies n'ont pas reparu. Mieux, depuis 1872 où 85,5% de la population était vaccinée, le nombre de vaccinés n'a pas cessé de diminuer et la maladie, elle, a suivi cette régression!

Les vaccinalistes objectent à cette évidence que c'est grâce à l'important taux de vaccination des dernières années du 19^e siècle que la maladie a régressé et que lorsque 80% de la population est vaccinée il y a immunité pour le reste. Par quel mystère ? Ce qui voudrait dire que lorsque les non-vaccinés atteignent la moitié de la population, il y aurait recrudescence de la variole, alors que c'est le contraire qui se produit. Il est ensuite remarquable de constater que dans un pays comme l'Inde (qui est le seul pays au monde avec l'Est de l'Afrique où la variole subsiste à l'état épidémique) où la vaccination revêt un caractère de masse, la variole n'a pas disparu, bien au contraire. 80% environ de la population indienne a subi le vaccin. Dans l'Etat de Madras, un rapport de 1957 atteste d'un taux de vaccination de 95,7% et 31,1% de décès chez les plus de 10 ans atteints par la maladie. Si l'abandon de la vaccination n'offre pas de danger réel (voir USA, Canada, Angleterre), la vaccination, elle, en offre de multiples. Car la vaccination ne protège nullement de la maladie ! Citons quelques exemples : EN Grande Bretagne, la ville de Sheffield, où l'hygiène était insuffisante, connut une sévère épidémie en 1887-88. Sur 7066 cas, 5891 furent classés dans la catégorie des vaccinés, soit 83%. A Londres, en 1901-02, sur près de 10 000 cas, presque 7000 se produisirent chez des vaccinés. Brighton 1951 : maladie introduite par un sujet vacciné. 29 malades, 10 morts dont 9 vaccinés (cité par F. Delarue dans *Les vaccinations n'ont pas fait régresser les épidémies*). Et nous pourrions multiplier ainsi les exemples. Ce qui a fait régresser la variole, comme la plupart des maladies épidémiques, c'est essentiellement l'élévation du niveau de vie et l'augmentation de l'hygiène. Les exemples canadiens, américains et anglais

sont là pour démontrer indiscutablement cet état de fait. Ensuite, non seulement le vaccin anti-variolique n'a eu aucune incidence sur la régression épidémique de la variole, non seulement il se révèle sans efficacité en cas de maladie, mais de plus il se révèle comme un danger en tant que vaccin. La revue du ministère américain de la Santé déclare : « Aujourd'hui, la vaccination non-sélective contre la variole expose sans nécessité une grande part du public américain au risque de complications résultant de la vaccination, un risque plus grand que la probabilité de contracter la maladie ». Le Pr. Ramon de l'Institut Pasteur : « Il y a depuis quelques années une recrudescence inquiétante des complications de la vaccination jennérienne et tout spécialement de l'encéphalite post-vaccinale ».

Mais là comme pour les autres vaccins, le gouvernement français refuse de publier ses propres statistiques. Si je me suis étendu sur la vaccination anti-variolique, c'est parce qu'elle représente le cas le plus flagrant, le plus incontestable de l'oppression médicale et étatique.

LA DIPHTÉRIE

Pour la diphtérie le cas est similaire. « En France, la vaccination anti-diphtérique a été suivie d'une formidable extension de la diphtérie en 1948... » « Si l'on examine le nombre de cas de diphtérie de 1912 à 1945, on voit que pendant la vaccination facultative de 1923 à 1940, le nombre annuel des cas n'a jamais été inférieur au nombre des cas avant la vaccination ; que pendant les 7 premières années de vaccination facultative, les vaccinations ont fait monter le nombre annuel des cas de 12 000 à 24 000 » (F. Delarue).

L'Allemagne occidentale a vu les épidémies de diphtérie s'effondrer de 1946 à 1951 à une époque où il n'existait aucune obligation vaccinale. Aux USA, les États très vaccinés ont vu également le taux de diphtérie décliner après 1925. Même cas en Pologne. Le Japon, lui, a vu s'effondrer la diphtérie sans l'aide d'aucun vaccin.

Combien de temps l'Etat français bernerait-il encore les gens malgré ces constatations évidentes ?

Il en est de même pour le BCG qui n'a généralement eu aucune inflexion sur la régression de la tuberculose dans les pays industrialisés. Constatons simplement la courbe de la Norvège qui se passe de tout commentaire.

Le Danemark, la Grande-Bretagne, les USA, la France, l'Allemagne, partout on assiste à une spectaculaire régression de la maladie, débutée bien avant l'apparition de l'obligation vaccinale.

LA POLIOMYÉLITE

Le vaccin contre la poliomyélite a lui aussi fait ses preuves : « Si l'on considère 70 pays des régions tropicales et subtropicales, on constate qu'il y a eu en 1966 des cas de polio allant jusqu'à 300% » (rapport de l'OMS cité par Delarue). On peut même constater dans certains cas que la vaccination systématique va de pair avec une rapide progression de la maladie. A Rio, alors qu'il se déclarait 80 cas par an, la vaccination massive a permis de passer à 700 cas! Cas similaire à Madère.

A propos d'un projet de loi

Le droit à la mort

MARCEL Caillavet, battu aux élections législatives, homme-charnière entre la majorité et l'opposition, émet parfois des propositions originales... et à odeur de soufre.

Il vient de suggérer au législateur la promulgation d'un décret permettant à tout humain lucide d'écrire et de signer un papier où il affirme sa volonté qu'on hâte sa fin, c'est-à-dire qu'on l'achève, en cas de maladie incurable, de gâtisme ou autre infirmité amoindrisant ses facultés d'être libre.

« On », c'est la médecine et les médecins, tous les soignants qui, sous prétexte de fidélité au serment périmé d'Hippocrate, s'acharnent, non sans un brin de sadisme, à conserver un dernier souffle d'existence à un moribond réduit le plus souvent à la seule vie végétative. Tant que l'électroencéphalogramme n'est pas irrémédiablement plat, le « devoir » du médecin est, disent-ils, de maintenir la vie coûte que coûte, ce qui sous-entend que le devoir du patient est de survivre, même contre son gré. Cela pourrait fort bien s'interpréter comme la dictature du corps médical sur les corps malades. Droit de vie et de mort sur les autres du pouvoir hospitalier!

Ce que propose Caillavet, ce n'est pas de légaliser l'euthanasie, dangereuse dans son application. Caillavet demande pour chacun le droit de décider l'heure de sa propre mort. C'est tout à fait différent. Cette heure, pour les individus doués de raison, serait justement celle où sa raison cesse d'exister.

Il est aisé de prévoir les remous que va provoquer cette proposition, gros pavé dans le

marais chrétien-français... et même européen.

Pour un croyant, le Maître de la vie est Dieu. Qui attende à sa propre vie comme « le péché sans rémission », c'est à dire sans pardon possible. Le « suicide » se « damne » inmanquablement... ou tout au moins se damnait! Vu les fluctuations du dogme catholique, on ne sait plus très bien! Le suicide chez les Romains ou au Japon ne posait, ne pose pas de problème. C'est le christianisme qui a enlevé à l'homme, entre autres droits, celui de mourir à l'heure de son choix.

Ne touchez pas à l'embryon (opposition à l'avortement). Ne touchez pas au moribond qui, pourtant, n'a plus même l'apparence d'un humain! Mais c'est allègrement que les mêmes croyants envoyaient au bûcher juifs « sorcières » et hérétiques. Mais c'est allègrement que les mêmes croyants, les croisés, massacraient les infidèles. C'est allègrement que des curés ont béni, bénissent les soldats, quand ils ne bénissent pas les fusils, les canons et les bombes!

Les revendications libertaires sont multiples : droit pour chacun de vivre une vie heureuse et libre ; droit à un travail agréable, droit aux loisirs. Droit à l'égalité des chances, suppression des privilèges... ou le « privilège » du choix de l'heure de sa mort... est réservé aux vedettes, Montherlant ou Mike Brant!

Donc demander le droit à la mort est une revendication légitime... et qui va dans le sens de l'anarchisme authentique. « Ni Dieu, ni maître »... pour vivre, mais aussi pour mourir.

Marie-Madeleine HERMET

La Grande-Bretagne nous prouve que la vaccination contre la polio n'a joué en rien dans le processus de disparition de cette maladie. Par contre, on peut constater que le début de la vaccination contre la diphtérie a vu les cas de polio faire un bond prodigieux à cette époque. Même dégringolade aux USA et au Canada. Sur l'immunité par le vaccin, citons ce passage du Pr. Ramon : « L'OMS a signalé qu'Israël a subi en 1958 une épidémie de plusieurs centaines de cas, laquelle avait atteint presque autant les sujets vaccinés que les non-vaccinés ».

Les cas de polio régressaient en France bien avant l'apparition du vaccin (exception faite de la poussée de 1957, année où le vaccin obtient le visa) qui, lui, a fait monter en flèche le nombre de cas. Quant à l'obligation vaccinale de 1964, elle ne joue absolument en rien dans le processus de régression.

Pour le tétanos, on constate que malgré l'emploi du vaccin la maladie (qui n'est pas épidémique et qui est donc à différencier des précédentes) n'a nullement régressé.

CONCLUSION

De tout cela, on peut surtout retirer que la maladie épidémique ne régresse que là où le niveau de vie et l'hygiène s'élèvent. Les vaccinations n'ont nullement contribué à une quelconque régression des maladies épidémiques, elles ne garantissent aucunement l'immunité contre les maladies et elles sont, telle l'anti-variolique, à la source

de nombreuses victimes et de nombreux malades physiques et mentaux. Mais naturellement l'Etat français au service des trusts pharmaceutiques ne l'entend pas ainsi. On refuse de livrer toute statistique ou on les tronque, on refuse tout débat avec les opposants, la grande presse et les médias à la botte des oppresseurs refusent systématiquement toute intervention des anti-vaccinateurs, on barre l'école aux enfants non-vaccinés, les colonies de vacances, les crèches, les terrains de sport, on emprisonne à l'armée, on refuse dans les administrations et dans les grandes entreprises, on pénalise, on emprisonne les non-vaccinés ou les parents qui refusent le risque de voir leur enfant devenir infirme à tout jamais.

Que craignent-ils donc ces vaccinés de laisser courir des non-vaccinés puisque, eux, sont parait-il immunisés ?!

Mais il y a derrière cette obligation les intérêts économiques des fabricants de vaccins, comme pour les médicaments, et puis il y a l'idéologie dominante qui veut que la vie de l'individu dans la société bourgeoise ne lui appartienne pas mais revienne à l'Etat.

Non, la médecine n'est pas neutre, pas plus que l'école et l'armée, et les obligations vaccinales sont là pour nous le rappeler.

LOUIS
(groupe P. Mauget)

Après la visite de Barre au Puy

Encore des expulsions !

SUITE aux incidents survenus au Puy lors de la visite de Barre, le 9 mars, une jeune espagnole et deux travailleurs algériens ont été inculpés. Et le 14 avril, les deux Algériens ont été promptement et proprement expulsés.

On se rappelle sans doute les événements survenus le 9 mars, les 2000 manifestants forçant Barre à escalader une fenêtre pour pouvoir pénétrer dans la salle du meeting... et l'accueillant à sa sortie avec pierres, légumes pourris, œufs, etc.

Or si se trouve que des « étrangers » se comptent au rang des manifestants et se voient filmés par les caméras de télévision. Il n'en faut pas plus pour qu'ils soient appréhendés le lendemain. Ils étaient alors au nombre de huit. Mais trois inculpations seulement seront retenues, celles de Mohamed Bretail, 21 ans, Abdelkader Houmer, 18 ans, et Gloria Aznar, 21 ans. Motif de l'inculpation, dégradation de véhicule automobile! Ça va loin tout ça!... jusqu'à l'expulsion même, que le ministre de l'Intérieur s'empresse de décréter le 31 mars, en signant les 3 arrêtés.

Le 13 avril, à la suite de protestations nombreuses de diverses organisations (groupe femme, CFDT...) Gloria Aznar est relâchée. Quant à Mohamed Bretail et Abdelkader Houmer, interpellés ce même jour, ils sont immédiatement transportés à Lyon le 14 avril, afin d'être embarqués dans le premier avion pour l'Algérie.

Mais ce n'était ni au préfet ni au ministre de l'Intérieur de décider de la nationalité de ces deux personnes; cette décision incombait à un tribunal, et cela en vertu de la loi de 1973... à laquelle Christian Bonnet s'est bien gardé de se référer, préférant la loi de 1962 qui, celle-là, déclarait Mohamed et Abdelkader Algériens, puisque n'ayant pas formulé de choix avant l'année précédente leur majorité.

Or cette loi de 1962 fut annulée par celle de 1973 et de 1975 énonçant que : « tout individu né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu, pendant les 5 années qui précèdent sa majorité, sa résidence habituelle en France ».

« Dans l'année précédant sa majorité le mineur a la faculté de décider, dans les conditions prévues, qu'il décline la qualité de Français ».

Or donc, si l'on s'en tient à ces textes, Bretail et Houmer sont bien Français; nés tous les deux à Lyon, de parents algériens, ils n'ont pas décliné la nationalité française, qu'ils obtiennent donc de droit.

« Est-ce à dire que, dans sa hâte à sanctionner les jets de projectiles en direction du 1^{er} ministre, le 9 mars, le ministre de l'Intérieur a méconnu les dispositions de la loi et fait expulser de France deux ressortissants français? Nul doute qu'il fournira, dans les prochaines heures, tous les éclaircissements juridiques qui s'imposent pour justifier ces mesures. Car ce serait alors la première fois dans les annales que le gouvernement français aurait pris la décision d'expulser ses propres ressortissants » (La tribune).

En tout cas, on attend toujours et Bretail et Houmer ont bel et bien été expulsés. Les syndicats et partis ont vivement réagi, mais un peu tard sans doute!

Le racisme va grandissant, la répression aussi, les lois se font et se défont au gré des envies et des intérêts de nos gouvernants; lorsqu'elles peu-

vent les servir ils se font forts de les appliquer avec raideur, lorsqu'elles sont encombrantes ils passent outre et ne les connaissent plus.

« Il est bien temps de comprendre que ce n'est pas aux lois constitutionnelles qu'il faut demander ces droits. Ce n'est pas dans une loi, dans un morceau de papier qui peut-être déchiré à la moindre fantaisie des gouvernants que nous irons chercher la sauvegarde de ces droits naturels » (Kropotkine)...

... le droit de se déclarer français, algérien... ou sans patrie, si le cœur nous en dit!

ELISABETH
(Liaison Le Puy)

La Bretagne crève, coincée entre le pétrole et le bruit des bottes militaires

DEPUIS mars 1967, époque où le Torrey Canyon léguait aux côtes bretonnes un pétrole bien gras, les accidents n'ont pas arrêté de se succéder sans parler des dégazages et autres pollutions qui n'en sont pas moins importantes.

Oui, j'ai erré de Paimpol à Brest. Non, je n'ai pas vu une catastrophe naturelle comme on veut nous le faire croire, mais du marron, du noir et beaucoup de vert! Le marron et le noir pour la merde pétrolière, le vert pour la merde militaire qui n'est là que pour surveiller, comptabiliser, s'entraîner sur le terrain de manœuvre qu'est la Bretagne et les quelques rares « braves petits gars » qui s'agitent autour des tuyaux et des poubelles ne sont là que pour cautionner une opération publicitaire.

D'ailleurs, quel est ce travail de nettoyage des plages et dans quel but? Il ne fait plus de doute que seules les plages touristiques auront les honneurs du jet d'eau et des brosses. Certaines municipalités ayant mis du beau sable bien propre à l'abri avant que les nappes ne se répandent, tout laisse supposer que ce sable sera déposé sur le reste de la merde juste avant la venue des premiers touristes. A quand des pancartes sur les plages avec la légende : « Il est interdit de creuser des trous dans le sable »?

Le pétrole, après avoir été retiré de la mer, est stocké dans des fosses creusées dans les dunes! Certains trous sont tapissés de feuilles de plastique, d'autres n'ont même pas cette fragile protection afin d'éviter les infiltrations. Dans la région de Portsall, Lampaul Ploudalmézeau, le pétrole est déversé directement dans des trous d'eau qui se trouvent au milieu des dunes!

Je croyais que vous étiez venu enlever le pétrole, pas l'épurer! La merde, messieurs les militaires, vous vous y complaisez; et pour mieux vous rouler dedans, vous interdisez l'accès de cette région à toute

personne qui ne possède pas de « laissez-passer »; sous prétexte de ne pas gêner le trafic, cela va de soi! Désolé pour vous, mais toute cette partie de côte, je l'ai parcouru à pied; et, ce 9 avril, je n'ai recensé qu'une dizaine de militaires à travailler et ce pas toute la journée! Où étaient ces fameux travailleurs qu'il ne fallait pas déranger? Avouez que sur 10 kms de côte c'est faible! Il est évident que vous ne pouvez pas être partout, à commander et à agir.

Quand on sait que les fosses creusées pour l'échouage de l'Olympic Bravery, en janvier 1976, n'étaient pas encore vidées à la fin de l'été de cette même année, on est en droit de se demander si vous n'aimeriez pas les combler, laissant là toute cette saloperie.

Etaler la fiente de Shell dans les dunes, cela ne suffit pas, alors vous en étalez, vous et votre plan Polmar, dans les fossés, à chaque virage: on vous suit à la trace partout où vous passez!

La radio, la TV, les journaux plaignent le petit oiseau, le marin (on est humain quand même) mais détournent, triment, falsifient l'information, condamnent du bout des lèvres les pavillons de complaisance, appellent à la solidarité nationale (« Allez en Bretagne ») et s'arrangent pour nous faire croire que la solution se trouve dans un bon plan Polmar agrémenté d'une puissante police de la mer!

Cormorans, pingouins, macareux et autres, foutez la clique militaire et policière en l'air, sus à l'Etat et à ses dévots et ce dès aujourd'hui; sinon, demain, au Pellerin, ils nous abattront comme des chiens!

Bruno RICQUEBOURG

* Un montage diapos et une cassette relatant les conséquences écologiques, militaires, etc., devrait être disponible aux environs du 24-25 avril. Il a l'espoir d'être diffusé au maximum et attend vos propositions. Pour plus amples renseignements, s'adresser à Bruno Ricquebourg, 2 bd du massacre, 44 800 St-Herblain.

La répression continue dans les casernes

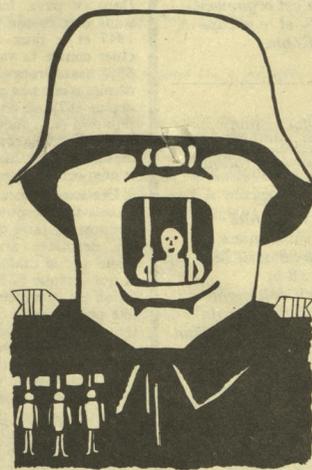
JEAN Girard, originaire de Coutances (Manche), effectuant son service militaire au 501^e CGTA de Senlis, est arrêté le 20 mars dernier et mis aux arrêts de rigueur pour 60 jours après avoir été mis au secret pendant plusieurs jours, privé de toute visite et information.

Il est emprisonné pour ses « activités politiques antérieures » et pour avoir possédé des documents interdits par le règlement de discipline générale: il s'agit de la découverte d'un tract antimilitariste dans son armoire, suivie de la découverte de 20 autres après la fouille de sa voiture située dans un parking hors de la caserne.

Ce militant syndicaliste est donc enfermé en « régime strict », c'est à dire isolement total, interdiction de parler (adresser la parole à un garde vaut 4 jours d'arrêt), privation de radio, de tabac, une heure seulement de sortie par jour (où Jean en profite pour se laver et laver son linge).

Pourquoi un régime si avilissant? Parce que... « faut qu'il l'écrase » dit le commandant aux parents de Jean faisant chaque semaine 700 kms pour le voir 20 minutes (20 minutes pour parler, sourire, se rendre compte qu'il n'est pas en train de faire un horrible cauchemar).

une absence = désertion, une grève = incitation à la désertion, etc.). Pendant que nos grands pontes syndicaux vont tailler la bavette à l'austère économiste Barre, on peut se demander si les travailleurs qui ont accepté à l'âge de 20 ans de renier pour un an leurs maigres droits de citoyens (arrachés à la bourgeoisie et à l'Etat par les luttes) seraient prêts cette fois à les défendre. Aussi nous ne pouvons que nous sentir solidaires de ceux qui, lors de leur service militaire (qu'il n'est pas toujours facile de refuser: travail, famille...), bafoyant cette implacable discipline, es-



Jean Girard n'a pas été jugé et ne le sera pas car sa peine n'est pas supérieure à 2 mois. Il semble que nous nous trouvions là devant une nouvelle tactique de l'appareil militaire: est-ce parce que tout procès, même dans un tribunal militaire (TPFA), peut être l'occasion d'une tribune antimilitariste ou tout simplement par souci de rapidité ou d'efficacité? Toujours est-il qu'actuellement il y a de plus en plus d'appelés et d'engagés qui écoperont directement de 2 mois d'emprisonnement sans passage devant les TPFA.

Le cas de Jean Girard est un exemple de la répression frappant les soldats dans les casernes où l'arbitraire est roi et où toute forme d'expression la plus élémentaire est bâillonnée. Il ne faut pas oublier que ce règlement militaire est une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête de tout citoyen: avec les ordonnances de 1959, en cas de « troubles » (?) tout travailleur peut se trouver mobilisé du jour au lendemain sur son lieu de travail et devient alors passible des tribunaux militaires (un refus = refus d'obéissance,

sayent de dire ce qu'ils ont à dire comme ils l'auraient fait dans le civil.

Grâce aux comités de soutien à Jean Girard, qui se sont constitués à Coutances et à St-Lô, toute la presse locale a parlé de cette affaire et beaucoup de gens sont passés de la surprise à l'indignation. Le blason de l'armée est en train de ternir dans la Manche. Un rassemblement a eu lieu à Coutances le 22 avril sur le mot d'ordre « libération immédiate de Jean Girard ».

Si pour nous anarchistes la suppression de l'armée passe par le boycottage du service militaire, elle passe aussi par la dénonciation de ses agissements. Dès aujourd'hui nous devons exiger l'obtention des libertés d'expression, de réunion, d'organisation pour l'ensemble des appelés (objecteurs et soldats), la suppression de la justice et de la sécurité militaires.

Il faut populariser les thèmes antimilitaristes à l'intérieur des organisations ouvrières car ce combat intéresse l'ensemble des travailleurs.

GRUPE F.A. ST-LÔ

Le terrorisme, les Brigades Rouges et l'affaire Moro

(suite de la page 1)

peine s'étaient écoulés, un homme sur le pas de l'hôtel de police, un coup de feu, l'assassin de Pinelli vient d'être exécuté! Là non plus, le fait divers ne fera pas exploser la une des quotidiens. Comme on les comprend! Mais il faut tout de même se souvenir que des chroniqueurs font remonter à cette date le début de la vague de terrorisme qui secoue l'Italie.

J'ai déjà écrit qu'il ne servait à rien d'approuver ou de condamner le terrorisme, qu'il s'agissait de le comprendre et qu'on ne supprimerait le terrorisme que si on en supprimait les causes. Le terrorisme n'est pas une doctrine, c'est un moyen. On trouve la trace du terrorisme dans toute l'histoire politique et religieuse de l'humanité, et personne, les anarchistes pas plus que les autres, ne sortent de toutes actions terroristes. A l'origine du terrorisme, il y a la contrainte que l'Etat ou le groupe fait peser sur le citoyen, soit pour parvenir au pouvoir soit pour s'y maintenir, mais il y a aussi la réaction du révolté pour lequel toute autre issue que l'intimidation par le meurtre est bouchée. C'est Brutus assassinant César, c'est Cottin tirant sur Clémenceau, c'est Thiers faisant massacrer les communards, c'est Staline, c'est Hitler et j'en passe. Le terrorisme épouse étroitement les mœurs, la morale, les réflexes politiques et sociaux de son temps, et en ce sens le terrorisme que pratiquent les Brigades Rouges en Italie est le reflet d'une situation politique créée par l'abandon de toute volonté de transformation révolutionnaire des organisations ouvrières, consacrée par l'histoire, à engendrer un socialisme égalitaire.

Un Italie comme ailleurs, le parti communiste a rejoint la société capitaliste de classes et la lutte qu'il livre à la démocratie chrétienne n'est plus une lutte de classe qui a pour but la suppression des classes et l'instauration d'un socialisme égalitaire, c'est la lutte d'un clan qui prétend remplacer un autre clan en appliquant bien sûr des méthodes différentes, mais qui laisse en place les inégalités sociales. Les militants révolutionnaires avertis ont compris cela depuis longtemps et, s'écartant du parti communiste, ils ont rejoint les radicaux, les marxistes ou la Fédération Anarchiste Italienne. Les jeunes sortis récemment des écoles et qui étaient passés brutalement de l'empreinte religieuse et nationaliste de la famille au grand merdier des universités, sont rentrés au parti communiste comme on entre en religion. Toutes les traditions du pays les écartaient de ces petits groupes révolutionnaires à la doctrine solide, dont la lutte est une longue patience. Le parti offrait une bible, des versets de simplification du catéchisme marxiste, la grande parade des « cardinaux » du parti, des saints à vénérer, tout le bric à brac qu'on retrouve sur l'autel de l'église paroissiale ou sur la table de la cellule. La désillusion, pour certains d'entre eux, fut rapide et ils ne garderont du parti que ces mythes que secrète le nationalisme ou la religion et que conservent les clercs même lorsqu'ils sont hérétiques et relaps. Ce sont eux qui formeront les Brigades Rouges. Pas plus que les terroristes allemands, ils ne se réclament de l'anarchie, et ce sont les journaliers, à la recher-

che du sensationnel, à moins qu'ils n'y soient conduit par la pauvreté de leur vocabulaire, qui leur colleront cette étiquette dans le dos.

Les Brigades Rouges, déçues par la collaboration de classe du parti communiste italien, sont des marxistes à la recherche de leur identité. Refusant la voie alléatoire des groupuscules, ils recherchent dans le terrorisme le moyen de séparer le parti des démocrates chrétiens. Leur histoire est une histoire d'amour déçu! Mais c'est une forme de lutte des classes!



L'adversaire, ce n'est pas le parti dévoyé qu'on entend ramené à la raison, c'est « l'autre », ce sont les « autres », les journalistes, les parlementaires, l'appareil du parti démocrate chrétien qui a détourné le parti communiste de son devoir. Ce sont ceux-là qu'on frappera et, contrairement d'ailleurs au terrorisme aveugle palestinien, qui frappe à tort et à travers, les Brigades Rouges frappent avec discernement le flic, le garde du corps, le dirigeant, en évitant les bavures. Les méthodes d'action des Brigades Rouges sont celles de l'adversaire et on retrouve curieusement dans leur comportement, à travers une parodie de « tribunal du peuple », les méthodes du terrorisme d'Etat. Ils prétendent combattre l'Etat, mais ils le font et ils le feront encore plus demain en lui empruntant ses moyens de cohésion. Nous les voyons à travers l'affaire Moro avilir l'individu par des méthodes voisines de celles des camps de concentration russes ou hitlériens. Même si là n'est pas leur principal objectif, ils sacrifieront à la coutume bien encrée aujourd'hui, de l'échange des otages et c'est ce qui les lie avec tous les autres terroristes de notre

époque, quelques soient les motifs idéologiques. Leur efficacité est certaine. Ils veulent détruire cette société de classes et il la détruiront plus facilement dans la mesure où la bourgeoisie tient aux délices de la société libérale. Ils pensent jouer sur deux tableaux, car ils escomptent de l'instauration d'un régime fasciste, la prise de conscience du « peuple ». Voire! Depuis soixante ans la Russie supporte sans en voir la fin un régime dictatorial et il a fallu, pour débarrasser l'Allemagne des hitlériens, la plus effroyable des guerres.

La bourgeoisie libérale d'Europe occidentale ne s'y trompe pas. Elle qui accueille avec une indifférence polie le terrorisme d'Etat, qui tue les hommes du peuple pour assurer sa sécurité ou seulement sa tranquillité, a manifesté sa peur et sa douleur chaque fois qu'un de ses membres subissait la loi du talion. L'action des Brigades Rouges est-elle inefficace? Elle dérange les combines des partis, l'équilibre des institutions, la tranquillité d'un peuple qui se considère comme non concerné par des luttes qui opposent les terroristes au syndicat des politiciens. Les Brigades Rouges trouve un certain appui parmi la jeunesse, qui aide le noyau dur par des initiatives qui ne sont pas toutes heureuses, mais qui donnent de l'épaisseur aux actions menées par un groupe central relativement réduit. Elles trouvent d'autres appuis dans la population, plus par crainte que par conviction. Elles font reculer peut-être un certain nombre d'hommes susceptibles de s'engager dans une voie révolutionnaire. Elles violent la morale bourgeoise et libérale qui souvent fut celle apprise par les militants ouvriers dans les écoles communales et que le terrorisme considère aujourd'hui, pas toujours à tort d'ailleurs, comme une arme supplémentaire dont se sert la bourgeoisie pour asservir les travailleurs. L'histoire jugera sévèrement ce terrorisme qui fait quasiment l'unanimité contre lui? Ce n'est pas sûr. Je suppose que l'opinion, savamment orientée, a dû sévèrement juger les « tueurs de rois » qui, en Russie, assassinaient les grands ducs pour libérer les moujiks. Aujourd'hui entrés dans la légende, ils font partie, à part entière, de l'héritage révolutionnaire que chaque génération lègue au prolétariat mondial.

Le terrorisme est engendré par les différenciations des conditions d'existence qui opposent les citoyens, mais également par le poids des appareils politiques qui bouchent tout l'horizon des hommes qui refusent de faire allégeance. Le terrorisme est le fruit des civilisations bâties sur la différence entre les êtres. Le regretter n'avance à rien. Ce qui est important c'est d'abord de le comprendre pour en supprimer la cause principale qui est l'autorité sous toutes ses formes. Le terrorisme fait des victimes dans tous les camps. On nous demande de nous appuyer sur leurs destins tragiques!

Ils sont de trop. Il faut les symboliser. Et qui mieux que notre camarade Giuseppe Pinelli peut symboliser le terrorisme initial, celui qui porte tous les autres en son sein, le terrorisme d'Etat?

Maurice JOYEUX

Contre le fascisme, action directe!

Deux camarades, Lorenzo Janucci et Fausto Tinelli, âgés de 19 ans, ont été sauvagement assassinés par une horde fasciste le 18 mars dernier à Milan (ML n° 261).

Nos deux camarades militaient au centre social Leoncavallo, un centre de jeunes prolétaires qui était le lieu de regroupement des jeunes travailleurs, des jeunes chômeurs, étudiants, lycéens. Par la présence active de camarades anarchistes et autonomes, ce centre social avait de multiples activités sur le quartier, et était le plus important lieu de rencontre et d'animation à Milan. Outre les interventions sur les problèmes du quartier (contre-information sur le travail et l'exploitation des jeunes, création d'un centre pour « délinquants » autogérés), nos deux camarades élaboraient un dossier sur le trafic de l'héroïne par la mafia et les fascistes avec la complicité des pouvoirs publics.

Fausto fréquentait un lycée artistique de Milan et intervenait politiquement dans son école au sein d'un noyau libertaire. Lorenzo travaillait comme menuisier.

Dernièrement, le centre social était devenu le lieu de débats et de rencontres d'une forte opposition de classe qui s'était développée à Milan, chez les jeunes travailleurs et les marginaux. Ce centre constituait en quelque sorte le siège de ce mouvement.

Une vaste campagne de provocations et de dénonciations des activités du centre social fut développée par la presse locale bourgeoise, qui eut pour résultat d'exiter les bandes fascistes contre les camarades qui fréquentaient le centre. Le soir du 18 mars, à la sortie d'une réunion, à quelques distances du local, Fausto et Lorenzo tombaient sous les coups des fascistes. Les camarades du centre social appelèrent à une mobilisation générale. Ils réaffirmèrent leur antifascisme prolétarien et dénoncèrent l'Etat et le PCI qui cherchent dans la lutte antifasciste à resoudre « l'unité nationale » contre le terrorisme, cachant aux travailleurs leurs véritables ennemis.

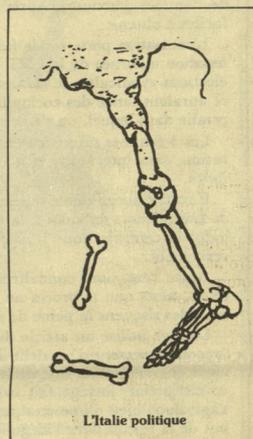
Une grève générale, qui fut réclamée par les camarades, se concrétisa pour la CGIL (centrale communiste) à une heure d'arrêt de travail pour réunir des assemblées sur la violence (celle des brigades rouges ou celle des fascistes?) et pour la CISL et l'UIL à une heure prolongée, pour permettre aux travailleurs d'assister aux obsèques de Fausto et Lorenzo.

Evidemment, il était difficile pour ces syndicats de faire plus pour les camarades quand, une semaine auparavant, ils déclenchèrent une grève générale pour la défense... d'Aldo Moro, ancien chemise noire de Mussolini, et contre les Brigades Rouges et toute la gauche extra-parlementaire!

Cependant les travailleurs répondirent à l'appel de nos camarades et une foule immense assista aux funérailles de Fausto et Lorenzo : 100 000 travailleurs, déterminés, de toute la région

milanaise, manifestèrent le mercredi 22 mars à Milan!

La participation massive de la population « démocratique » et ouvrière a été exceptionnelle, malgré la campagne de presse qui tenta de démontrer que ces assassinats n'étaient que le résultat d'une « guerre de bandes » sur la drogue! Le travail de contre-information des camarades a été positif. Cela démontre par ailleurs le rejet par une frange importante de la classe ouvrière de leur « représentant historique » le PCI et de sa succursale, la CGIL, véritable chien de garde du capital. Aujourd'hui, avec l'enlèvement d'Aldo Moro, la politique fascisante du gouvernement n'est plus à démontrer.



L'Italie politique

La collaboration de classe éhontée des partis politiques de gauche, ainsi que le soutien des syndicats au plan d'austérité, n'offrent plus d'autre perspective aux travailleurs soucieux de sortir de la crise, que la lutte révolutionnaire, autonome, extrainstitutionnelle, et contre les partis politiques et les syndicats.

La solidarité envers nos camarades italiens sauvagement assassinés, après Pinelli, Serantini, comme envers tous les camarades et tous les travailleurs qui subissent les agressions des forces réactionnaires et fascistes doit s'affirmer! On ne peut se contenter d'un billet de décès dans le journal, on ne peut se contenter de mots! Le fascisme, ce n'est pas lorsque 15 camarades seront assassinés! Le fascisme se manifeste lorsque nous ne pouvons pas nous exprimer! Dans le quartier, sur le lieu de travail, à l'école... dans toutes les manifestations de la vie quotidienne! Le fascisme, ce sont les agressions verbales ou physiques que nous subissons, tous les jours, et que cela vienne de droite, de gauche voire d'extrême-gauche.

La lutte anarchiste est spécifiquement antifasciste, et elle exige une mobilisation permanente et sans faiblesse.

La mort de nos deux camarades est terrifiante! C'est le fascisme triomphant qui écrase la liberté! On doit se battre!

Laissons-nous d'autres camarades se faire assassiner? Aujourd'hui l'Italie, demain la France?

Jean-Charles CANONNE
(groupe E.GOLDMAN)

Espagne

LIBERTÉ POUR NOS CAMARADES

SUITE au tragique incendie de la salle des fêtes de la Scala, qui coûta la vie à 4 travailleurs, la police a effectué à Barcelone de nombreuses arrestations arbitraires.

Sur la trentaine de détenus, arrêtés au cours des quelques heures qui suivirent l'incendie, seules 7 personnes restent aujourd'hui accusées. Il s'agit de Jose Cuevas Casado (26 ans), Francisco Javier Canadas Gascon (19 ans), Arturo Palma Segura (18 ans), Luis Munoz Garcia (17 ans), Maria Teresa Fabres Oliveras (17 ans), Maria Pilar Alvarez Alvarez (17 ans) et Maria Rosa Lopez Jimenez (20 ans). Tous les sept sont affiliés à la CNT. La centrale anarcho-syndicaliste assume la défense inconditionnelle des accusés.

Les avocats, Jorge Oliveras Badia, Luis Krael Fernandez et Mateo Segui Parpal, sur la demande des détenus, assureront la défense et ont pour cela entière liberté d'action.

La CNT a nommé un comité de défense pour soutenir les inculpés. Malgré le « changement » de la politique espagnole, les détentions arbitraires continuent et la police agit comme elle agissait sous le régime franquiste. Il est des habitudes dont on ne se débarrasse que difficilement.

Les tortures morales et physiques ont été employées (voir lettre des femmes détenues). Après les tortures, les « aveux » sont plus faciles à obtenir.

L'accusation porte sur le fait que les inculpés, après une manifestation autorisée de la CNT contre le pacte de la Moncloa et les élections syndicales, se seraient rendus à la salle des fêtes Scala et auraient lancé des cocktails molotov pour y mettre le feu, incendie dans lequel, on s'en souvient, périrent 4 travailleurs.

Les 3 femmes sont accusées d'avoir été présentes lors de l'opération, sans intervenir, et d'avoir facilité la fuite de leurs camarades.

Il ne fait aucun doute que la police, en ne retenant qu'un groupe de travailleurs syndiqués à la CNT, bâtit un complot contre cette indocile centrale dont la popularité croissante inquiète le gouvernement.

Avant l'été, nous connaissons les peines requises contre les détenus, alors que le procès ne se fera qu'en fin d'année. Nos camarades risquent la peine de mort.

Le juge utilise un article du code pénal espagnol selon lequel l'accomplissement d'un délit de terrorisme implique obligatoirement que son auteur soit affilié à une organisation terroriste. Dans ce cas précis, le juge fait évidemment mention de la CNT. Il s'agit donc bien d'une attaque directe contre la CNT qui a pour but de la rejeter dans l'illégalité.

Nous ne pouvons assister à ces manœuvres politiques sans réagir. Nous nous devons d'intervenir, d'alerter l'opinion publique, nos camarades de travail, il faut que nos 7 camarades de la CNT soient libérés.

SECRETARIAT AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lettre des prisonnières

«... Nous autres les politiques, celles qui sont tenues pour dangereuses, vivons 24 h par jour isolées dans une habitation avec barreaux. Ici on nous amène repas et matériel si quelques unes d'entre nous veulent travailler. Même au patio nous sommes seules et enfermées, nous connaissons les autres prisonnières seulement comme des gens qui passent de temps en temps dans le couloir et qui nous saluent en cachette, cela devient obsédant.

La répression ici n'est donc pas spécifiquement physique, mais psychologique. Nous sommes des individus enfermés dans une cage, sans contacts avec aucune forme de vie que celle que nous produisons entre nous. Notre correspondance est réglementée, les lettres sont censurées, arrivent en retard et parfois n'arrivent pas, parfois sont ouvertes, et nous ne savons rien des gens qui vivent ici.

Les seules personnes avec qui nous pouvons communiquer, hormis nous-mêmes, sont les « cruzadas » (sœurs qui remplacent les fonctionnaires dans les prisons de femmes) et la famille que nous pouvons voir seulement deux fois par semaine, au travers d'un double grillage, durant 20 minutes, parfois moins, et après une attente pouvant durer 2 h et demie. Naturellement, seuls les proches parents peuvent venir nous voir. Nous ne pouvons non plus ni écrire ni recevoir de courrier de gens autres que père, mère, frères ou maris, d'où nos difficultés à sortir des communiqués.

Même quand les avocats viennent, on nous déshabille avant et après chaque visite, bien que nous nous voyons à travers une vitre.

Les humiliations sont constantes. Celles qui nous surveillent sont doublement répressives, d'abord comme geôliers, ensuite comme membres d'un ordre religieux franquiste, « las cruzadas evangelicas de Cristo rey » (Les croisées évangéliques du Christ-Roi).

Nous sommes pour elles non seulement dangereuses socialement, mais pécheresses, et nous serons d'unique et grand défouloir à leurs frustrations.

Nous ne voulons pas dire pour autant que nous sommes pour le remplacement des « cruzadas » par des fonctionnaires modernes, avec des méthodes de répression plus actuelles.

C'est en cela et autres « améliorations » semblables que va consister la réforme du régime pénitencier qu'annonce le nouveau directeur général des prisons.

Nous ne voulons pas de prisons améliorées, nous n'en voulons plus.

Personne ne mérite d'être enterré vivant.

Prisonnières libertaires
de la Trinidad - Barcelone

Allemagne

L'ÉTAT CONTRE LES COMITÉS DE CITOYENS - On sait (voir ML du 27 octobre dernier) qu'un très grand nombre de comités de citoyens se sont créés en Allemagne fédérale, afin de suggérer et d'imposer aux autorités locales et régionales les solutions de multiples questions qui intéressent la population mais qui sont le moindre souci des organismes officiels. Bon nombre de ces comités sont au premier rang de la lutte contre l'implantation des centrales nucléaires, et on comprend que l'Etat regarde d'un mauvais œil le développement de telles « initiatives ». Le gouvernement du Land de Bade-Wurtemberg est parti en guerre contre les comités. Il s'agit de distinguer les « bons » comités qui ne s'intéressent qu'à des questions inoffensives (jardins d'enfants, rues pour piétons, etc.) et les « mauvais » qui entrent en conflit avec l'Etat à propos des centrales nucléaires, qui dénoncent le système parlementaire et l'autorité des partis au pouvoir et dressent les citoyens contre les pouvoirs élus. Le ministre Filbinger a reçu en grande pompe à Stuttgart quelques douzaines de « bons » comités communaux et locaux et a commenté cette distinction entre bons et mauvais.

Le ministre des Finances, Robert Gleichauf, a tiré les conséquences de cette discrimination. Les mauvais comités ne pourront plus être qualifiés d'utilité publique et ne bénéficieront plus des exonérations fiscales correspondantes. Ils seront donc financièrement « étranglés ». Ainsi les centrales nucléaires sont, elles, proclamées d'utilité publique, ce qui a amené les protestations du « Parti écologique » et de la « Ligue pour la protection de l'environnement ».

La stratégie Filbinger-Gleichauf a fait école : dans la région d'Oldenburg on a refusé « l'utilité publique » à un comité de citoyens antinucléaire, avec ce motif effarant : « met en péril la croissance économique et l'emploi ». Il est évident qu'on essaie par ces moyens de faire disparaître les comités de citoyens, car il sera toujours possible de prétendre, pour des raisons variées, que ces comités ne peuvent être considérés d'utilité publique. Le scandale est tel que le député du SPD, Rolf Böhme, a écrit au ministre fédéral des Finances pour dénoncer « cette tentative déguisée d'anéantir, par des mesures bureaucratiques et des pressions financières, la liberté d'opinion des comités de citoyens ». Cette protestation aura-t-elle quelque effet sur Gleichauf à Stuttgart? On peut en douter...

Italie

SICILE - Deux camarades anarchistes italiens ont été accusés de « blasphème » à Catane, le 17 mars. Nos deux camarades, Franco Leggio et Alfredo Bonanno, éditeurs de littérature anarchiste en Sicile, ont déjà subi une foule de tracasseries pour le grand nombre d'ouvrages qu'ils ont publié depuis quelques années.

Cette fois-ci, le corps du délit n'est pas d'origine politique mais il s'agit d'un essai de Johann Most *Le fléau de Dieu et l'épidémie religieuse* qui est apparu pour la première fois à New-York en 1883 en langue allemande. C'est un des classiques de la propagande anticléricale au sein du mouvement libertaire, et ses nombreuses publications dans de nombreuses langues n'ont jamais suscité d'ennui à quiconque.

Il a été récemment édité dans le cadre d'une énorme et onéreuse collection italienne de classiques anarchistes, publiée par Carlo Mario Bravo, sans que les autorités interviennent. Mais leur attitude a changé quand Leggio l'a réimprimé à Raguse (avec un texte de Sébastien Faure) dans une édition bon marché.



UN ANIMAL MALADE DE LA PESTE

Le 13 janvier le domicile de Bonanno a fait l'objet d'une descente de police en armes, et depuis nos deux compagnons sont sous le coup de l'inculpation « d'offenses à la religion catholique et au clergé » et risquent de un à trois ans de prison (art. 402 du code criminel italien).

Uruguay

Certains esprits fourvoyés pourraient penser qu'une transformation démocratique est en train de s'opérer en Uruguay puisque « bientôt » auront lieu des élections présidentielles. Il n'en est rien car il n'y aura qu'un seul candidat en 1981, celui-ci sera nommé par les deux partis traditionnels avec le consentement des militaires. A ces « élections » ne pourront participer que ces deux partis. Le conseiller d'Etat, Vegh Villegas, souhaite que le candidat soit un militaire! On prend les mêmes et on recommence : l'Uruguay, après cette rénovation électorale, deviendra donc une « dictature démocratique »! Tandis qu'un chassé-croisé s'opère en permanence entre les différents postes administratifs importants et les postes de commandement militaire, l'augmentation du coût de la vie en 77 a été de 59,8%, les billets d'autobus et de train ont subi

une hausse de 20%, et le déficit commercial a été de 100 millions de dollars. Le principal effort du gouvernement ces derniers mois a été de rassembler des fonds pour la construction d'une prison à Santiago Vasquez. La répression exercée contre le corps médical a conduit de nombreux médecins à la prison ou à l'exil, le peuple des campagnes se trouve donc pratiquement privé de soins. L'université n'ayant pas été suffisamment épurée aux yeux des militaires, le conseil d'Etat étudie le projet de création de tribunaux d'honneur pour les professions universitaires, afin de sauvegarder la morale et l'éthique du pays.

La dictature des militaires uruguayens se renforce grâce à l'appui du Brésil qui colonise pratiquement le pays et le ravitaille en armes. Les conditions de détention dans les prisons sont catastrophiques et l'emploi de la torture est quotidien. La répression des militaires n'a rien perdu de sa cruauté, elle écrase toujours ce petit pays entouré de puissantes dictatures militaires.

La Coordination Libertaire Latino-Américaine
organise

SAMEDI 13 MAI
à 20 h 30

une conférence-débat sur le thème
IDÉOLOGIES DANS LE SYNDICALISME ARGENTIN

15, rue Gracieuse - Paris 5^e (Métro : Monge)

Le livre de la semaine

par Maurice JOYEUX

Les syndicats ouvriers et la révolution sociale

de Pierre Besnard

Edité par le groupe F.A. de Besançon

VOICI un livre essentiel dont la parution était attendue par tous ceux pour qui l'anarcho-syndicalisme n'est pas simplement un fourre-tout et, en assurant sa réédition, nos camarades de Besançon ont mis en évidence une phrase de Pierre Besnard qui résume bien le fond de sa pensée : « Trop de défaites viennent de la marge trop large laissée à l'improvisation de bavards ignorants ou de gens bien intentionnés mais incapables. Sans vouloir enfermer la vie dans un cadre rigide, il faut savoir au moins d'une façon générale - et détaillée si possible - ce qu'on veut, où on va et comment ». On ne saurait mieux dire et Besnard, qui sait où il va, ce qu'il veut et comment, va nous le dire dans son ouvrage qui reste un classique de l'anarcho-syndicalisme et à ma connaissance, je ne connais aucun autre texte qui peut lui être comparé sur ce problème de l'utilisation du mouvement syndical pour construire une économie libertaire et égalitaire.

La première partie de cet ouvrage permet à l'auteur d'examiner les forces sociales en présence. Naturellement toute cette partie écrite entre les deux guerres mondiales doit être en partie révisée, même si les grands principes sur lesquels repose la société capitaliste restent immuables. De toute manière, cette première partie situe le cadre de l'action du syndicaliste dans un moment de l'histoire du dé-

veloppement économique et reste un jalon important pour comprendre l'évolution du mouvement ouvrier.

La seconde partie, qui répond à la question : « Qu'est-ce que le syndicalisme ? », sera précieuse pour les jeunes militants sortant des écoles et qui ont une vue imprécise de ce qu'est véritablement le syndicalisme, ses structures horizontales et verticales, sa valeur propre en tant qu'outil technique à la disposition des travailleurs et en dehors même du caractère de ces hommes qui s'en servent, ce qui est un autre problème. Une connaissance solide de ces structures les empêchera de porter des jugements sur l'efficacité du syndicalisme simplement à partir du climat de l'entreprise, des opinions du secrétaire de la section syndicale ou de l'accueil fait par les syndiqués à ses propres propositions. Oui, l'organisation possède une structure qui permet de contrôler, de quadriller toutes les opérations permettant la production voire même les échanges comme la distribution, et lorsqu'on a bien compris ce que nous explique Besnard, il ne reste plus qu'à se servir de cet outil incomparable qu'est le syndicalisme et d'empêcher les autres de le pourrir. Mais cela n'a rien à voir avec la valeur du syndicalisme mais avec la capacité des syndicalistes révolutionnaires de notre époque, ce qui est une autre histoire.

Mais c'est la troisième partie de l'ouvrage qui est la plus importante et en tous cas la plus actuelle. Nous voyons aujourd'hui apparaître toute une pléiade de gens qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme en le vidant de son contenu, en ne l'employant plus que comme étiquette permettant de se diversifier. Pour les uns, l'anarcho-syndicalisme n'est rien d'autre qu'un syndicalisme qu'on a débarrassé du souci de construire la révolution sociale (les travailleurs verront bien en dehors du syndicalisme ce qu'ils ont à faire), ce qui est un réformisme qui ne veut pas dire son nom, se contentant d'affirmer sa vocation « révolutionnaire » en réclamant cinq ronds de plus de l'heure que la direction syndicale! Pour d'autres, l'anarcho-syndicalisme consiste à proposer à tous propos et hors de propos la solution révolutionnaire au personnel de l'entreprise en repoussant avec mépris les revendications journalières, ce qui est du gauchisme qui ne veut pas dire son nom!

Pour Pierre Besnard, qui s'appuie sur le congrès de Bâle de la Première Internationale, sur la charte d'Amiens corrigée par la charte de Lyon, l'anarcho-syndicalisme n'est ni le conseilisme, ni le spontanéisme mis à la mode par le gauchisme, lui-même issu de la révolte de l'université il y a une dizaine d'années. Mais où sont-ils passés tous ces personnages qui prétendaient nous apprendre l'anarchie ? L'anarcho-syndicalisme, ce n'est pas le « parti syndical » créé autour de Monatte et de la « Révolution prolétarienne ». L'anarcho-syndicalisme, c'est la charpente sur laquelle s'appuiera à tous les étages la Fédération des Communes libertaires. Et je veux transcrire ici une phrase qui fera grincer les dents à tous les « conseilistes » mais qui reste la seule proposition sérieuse de l'organisation économique dans une société socialiste libertaire : « Pour toutes ces raisons, auxquelles viennent d'ailleurs s'ajouter d'autres raisons d'ordre social celles-là, le syndicat d'industrie doit être la « cellule de base » de la production, contrairement à ce que tentent d'accréditer, pour des fins politiques connues, ceux qui veulent faire des comités d'usines, des organismes de base ». On ne peut mieux dire!

On ne peut pas citer toute la richesse de cet ouvrage qui marie de façon « moderne » Proudhon à Bakounine, et qui sort le syndicat du bourgeois revendicatif à la petite semaine, indispensable certes, pour l'inscrire dans la perspective révolutionnaire proposée par l'histoire. « Lorsque les travailleurs sauront s'organiser, disait Stirner quelque part, ils seront irrésistibles ». Parbleu! Pour apprendre à s'organiser, il faut lire Les syndicats ouvriers et la révolution sociale. Pour ma part, j'y ai dans ma jeunesse puisé les éléments qui me permirent de construire quelques unes de mes certitudes. Si on voulait situer ce livre plus exactement, on dirait que c'est le « livre de raison » de la philosophie anarchiste.

Guy ALLIX

* Présence abimée, Hughes Labrusse, Rougerie Editeur. Prix : 12 F.

Poésie

Présence abimée

Hughes Labrusse

MARQUÉ à vie par la Grèce, ses mythes, sa langue, voilà un homme qui chante ou qui râle ou qui crie, je ne sais et peu importe. On peut au premier abord s'en écarter pour peu que l'on reste garant des modes imbéciles et d'un bas populisme derrière lesquels s'abritent aussi bien Sheila que les mass media. Oui si l'on reste avare de facilités, si l'on pense que la vie pourra changer grâce à la rengaine elle-même entretenue par le pouvoir à travers toutes les modes (même celles très vite récupérées d'un soi-disant non-conformisme), si l'on reste dans sa complaisance narcissique on ne s'arrêtera pas à cette rigueur, mais on ne s'arrêtera pas non plus à Artaud, Lorca, Neruda, Maiakowski, Rimbaud, etc. (il faudrait ici définir ce qu'est l'hermétisme dans une société corrompue par l'usage du pouvoir). Je ne parle pas bien sûr des petits cuistres de laboratoire qui se masturbent une matière grise dévitalisée, mais ce qui est difficile c'est aussi justement la pratique de la liberté dans une société contre-liberté.

A l'heure où tout est de mode même l'anticonformisme (regardez un peu cette « gauche » snobinarde et finalement « bien pensante ») l'une des expressions préférées de Hughes Labrusse c'est « être à contre courant » quitte à affirmer ainsi des positions apparemment paradoxales, contradictoires. Hughes peut

faire la révolution vraie à l'intérieur de nos têtes et nous conduire à « la vraie vie » et ce avec ses seuls poèmes et loin de tous les systèmes castrateurs. Il peut bouleverser et bouleverser d'abord nos structures mentales car c'est bien de cela qu'il s'agit et à ce sujet rappelons-nous ce qu'écrivait André Breton dans ce même journal il y a une vingtaine d'années : « oui éliminons aussi le pouvoir à l'intérieur de nos crânes ».

Il faut lire ce poète pour qui toute poésie authentique est tragique, ce poète qui n'a pas choisi la facilité. Certes, on ne peut bien sûr approuver toutes ses conclusions, et il faut reconnaître que l'ensemble est parfois un peu précieux, mais les repères d'Hughes sont pourtant bien souvent des repères les plus quotidiens et non pas ces repères de « linguistes ». On entend ainsi parfois auprès d'images de foule et de terre « la voix d'une ménagère ». Hughes sait bien que l'union de deux mots très éloignés peut aussi bien changer le monde, nous libérer. Les camarades anarchistes ne peuvent rester insensibles à ce chant qui nous parle de demain : « toutes les choses se préparent une vie sans égale au cribe des abeilles » ... « dans le ventre d'un caillou s'obstine un aigle »...

Théâtre

Louise Michel
ou les œillets rouges

théâtre La Bruyère

À deux pas du Montmartre qu'elle a tant aimé, sur la scène du théâtre La Bruyère, Louise Michel retrouve par les bons soins de la compagnie Dominique Houdart, tous les soirs, le peuple de Paris.

On ne pourrait l'imaginer autrement qu'avec ses effets de moire, ses cheveux flamboyants, noble et digne dans la lutte quotidienne, attendrissante avec son goût des poèmes, de la nature, de la douceur, de la justice, féroce et violente face aux tyrans et aux politiciens.

Défendant les idées toutes neuves de la Première Internationale des Travailleurs à laquelle elle adhéra, elle a été la première femme à expliquer par l'action l'égalité des sexes dans la révolution et dans les responsabilités, en restant vaillamment aux premiers rangs, sur les barricades.



Grandeur nature, les spectres en chiffon des Trochu, Thiers et autres bourreaux de la Commune, glapissant leurs sordides préméditations criminelles envers le peuple ouvrier que la faim et la guerre contre les prussiens anéantissent.

La Commune, avec ses espoirs et son écrasement, la déportation, les séjours en prison, le retour en France avec les tournées harassantes de propagande pour Le Libérateur, sont autant d'étapes douloureuses que la bonne Louise a affronté de son inlassable combativité, avec sa grande confiance dans les idées anarchistes.

« Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste » disait-elle en s'avançant avec le drapeau noir, disons-nous aujourd'hui à l'heure du lamentable « troisième tour électoral ».

Cette originale et vivante mise en scène des Mémoires de Louise Michel est un authentique morceau de propagande anarchiste avec une interprétation remarquable de ces camarades-acteurs qui invitent, la représentation finie, le public à discuter avec eux.

Carmen SANCHEZ

Cinéma

« Comment ça va ? »

de Jean-Luc Godard

TRADUCTION personnelle : Catéchisme marxiste-léniniste en images à l'usage des ordures de journalistes (expression qui revient à intervalles réguliers et passablement agaçants dans le dialogue).

Le film est précédé d'un court-métrage de mêmes tonalité et substance, un peu moins chiant cependant, mais avec d'énormes clichés audio-visuels : le jeune flic fasciste qui n'en a pas et la fille gauchiste qui en aurait si cela était possible puisqu'elle flingue le facho.

Revenons à Godard : Comment ça va? ... Ça ne va pas du tout... Les leçons, même données par une jolie militante de la plus extrême gauche à un homme moyen, à la comprenelette difficile, c'est généralement superennuyeux. Il est tellement borné,

l'élève, que la blonde et patiente institutrice doit rabacher par sons et images sa leçon de journalisme.

Si le spectateur, lui, comprend plus vite, il finit inévitablement par bailler. Techniquement, peut-être les spécialistes crieront-ils au chef d'œuvre. Une chose est certaine : quand on sort, mi-endormi, de la salle de spectacle, on sait ceci : « le regard précède la main, ou doit la précéder » (?) quand on rédige un article de presse engagé.

Comment ça va sort le 26 avril sur quelques écrans parisiens. Si les pharmacies sont fermées et la vente de somnifères interdite, vous pourriez peut-être vous laisser tenter par ce nouveau et très assomant Jean-Luc Godard.

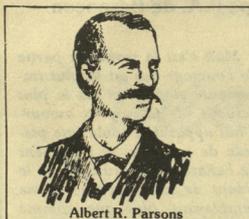
Marie-Madeleine HERMET

Revenir à un premier mai révolutionnaire

par Pierre BIGORGNE

Premier mai 1886, Chicago; les organisations ouvrières américaines, l'IWRA et l'AFL avaient choisi ce premier mai comme journée de lutte à travers tous les centres industriels américains. Demandant la journée de huit heures, les ouvriers décrètent la grève générale et manifestent par milliers dans les principales villes des Etats-Unis. Le 2 mai, la grève continue et s'étend; le patronat de Chicago, réputé par sa dureté et ses gros bras, envoie ses milices contre les travailleurs en lutte. Six ouvriers tombent. Le soir même, les organisations syndicales convoquent un grand meeting de protestation. Un agent provocateur réussit à s'y glisser et jette une bombe.

ter la production en mémoire des martyrs anarchistes de Chicago mais aussi d'engager l'offensive ouvrière à travers tous les pays contre le patronat et l'Etat. Jusqu'en 1914, les premiers mai vont être durs, parfois sanglants symbolisant la résistance des travailleurs face aux attaques de la bourgeoisie. Le premier mai 1891 de Fourmies va être un de ceux là; il restera une date dans l'histoire du mouvement ouvrier de notre pays. A mesure que les grandes organisations syndicales françaises, CGT et CGTU, vont sombrer dans le réformisme, les premiers mai vont se faire moins combattifs et resteront plus dans la tradition des martyrs que dans le caractère offensif et révo-



Albert R. Parsons

en danger le pouvoir mais également économiquement et socialement en occupant les entreprises. Mais cette manifestation de masse, démontrant la capacité de mobilisation des travailleurs alors, va rester sans suite. Pire, elle sera trompée par les organisations syndicales qui vont signer le plus bel acte de la collaboration de

xualité, des prisonniers remtent en cause l'univers carcéral, ... une partie de notre peuple ne veut plus se laisser guider par les politiciens et revendique la gestion de ses propres affaires. C'est cette force qu'il faut capitaliser, dans la rue, ce premier mai 1978.

Les travailleurs en lutte ont fait durement l'expérience de l'action parcellaire et attentiste dans laquelle les directions syndicales l'ont drainé. Depuis l'échec de François Mitterrand aux élections présidentielles jusqu'à l'échec de la gauche aux législatives de 1978, quatre ans de combativité ouvrière potentielle ont été délibérément bradés par les dirigeants syndicaux. Quatre ans durant lesquels la crise ne fait que s'amplifier en s'attaquant sur tous les fronts, où l'Etat a pu faire passer sans problèmes ses plans Barre successifs sans trouver en face de lui une résistance tant soit peu organisée et offensive. La responsabilité que porte la gauche dans l'aggravation quotidienne des conditions de vie et de travail est écrasante. Celle-ci a à tout moment refusé d'engager la lutte, préférant ses intérêts partitiaux électoraux aux véritables intérêts de la classe ouvrière et paysanne. N'offrant aux travailleurs que le programme commun et les élections de 1978 en guise de perspective,

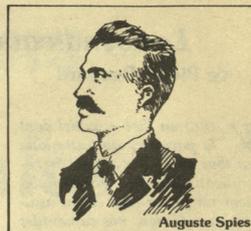


Georges Engel

la défaite électorale de mars a eu comme conséquences de briser un espoir mais aussi de casser toute une ligne politique qui prétendait ériger le combat électorale comme seul capable d'œuvrer à la satisfaction des revendications. Cela s'est définitivement brisé et la gauche est aujourd'hui dénuée de toute perspective.

On a parlé d'ouverture politique et d'ouverture sociale. Une fois les entretiens terminés avec les dirigeants syndicaux et politiques, Barre annonçait une hausse des tarifs publics allant de 8% à 15%. Maire et Ségué, après avoir déclaré qu'ils avaient trouvé en face d'eux un monsieur Barre rassurant, vont-ils maintenant accepter une politique qu'ils dénonçaient verbalement deux mois auparavant? La question reste posée, elle retient l'attention de tous ceux qui, dans leurs entreprises, savent qu'ils ont en face d'eux un patronat musclé et qui remet en cause constamment les acquis gagnés par les luttes ouvrières.

Ce premier mai 1978, la Fédération Anarchiste s'adressera aux travailleurs qui ne mettent aucune confiance dans les organisations de gauche ou d'extrême gauche. Parce que les travailleurs doivent absolument tirer les conséquences d'un combat uniquement ancré dans des perspectives électorales, les militants de la Fédération Anarchiste œuvreront, dans la



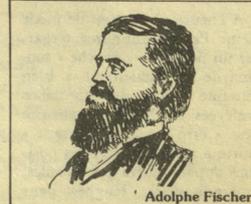
Auguste Spies

mesure de leurs forces, à la réflexion indispensable qui doit guider nos luttes. Après l'échec de la gauche, les travailleurs ne doivent pas baisser les bras mais au contraire forger leur unité non plus sur des bases électorales mais sur des bases de lutte. C'est ce que propose la FA, notamment à travers ses groupes d'entreprise. Pas plus qu'hier, l'heure n'est à la paix sociale mais au combat résolu des exploités contre ses exploités.

Il n'y a qu'un seul chemin pour battre la bourgeoisie, celui de l'action directe. Il faut en finir avec les grévettes de vingt quatre heures qui rassurent les patrons et donnent bonne conscience aux dirigeants syndicaux. Ce sont des actions offensives et prolongées qu'il faut engager pour faire céder le patronat face aux revendications des travailleurs. Il faut trouver de nouveaux objectifs de lutte qui puissent mobiliser valablement la classe laborieuse de ce pays. Si les SMIC et augmentations de salaire sont importants, il faut relancer le débat sur le problème de la hiérarchie, sur la finalité du travail et sur le temps de vivre. Il faut que les travailleurs se sentent réellement mobilisés sur les objectifs autour desquels ils se battent. Les actions doivent partir de la base, elle seule doit pouvoir décider sans que les bureaux nationaux décrètent des journées de grève de vingt quatre heures. Il faut faire respecter la démocratie directe dans les entreprises, redonner au mouvement ouvrier le caractère assembléiste de la lutte.

En un mot, il s'agit pour les militants de la Fédération Anarchiste d'être présent le plus possible et d'avancer partout les propositions autogestionnaires et fédéralistes. Nous avons en face de nous non seulement un patronat musclé mais aussi des syndicats qui excluent des militants révolutionnaires.

Ce combat n'est pas facile, il est beaucoup plus dur que celui qui consiste à mettre un bout de papier dans une urne. Mais il est nécessaire, il est vital. Aujourd'hui plus que jamais, il faut donner une image dynamique, combattante et organisée de l'anarchisme social. Rassembler les travailleurs radicalisés pour transformer un courant d'idées en une opposition offensive qui débat et propose, voilà les objectifs que se fixe la Fédération Anarchiste pour ce premier mai.



Adolphe Fischer

NI MUGUET, NI FÊTE DU TRAVAIL, LE PREMIER MAI DOIT RESTER LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES TRAVAILLEURS !

C'est le début d'une féroce répression envers tout le mouvement ouvrier américain. Connu pour leur combativité et estimés par leurs camarades de travail, huit militants anarchistes sont immédiatement arrêtés et enfermés dans les prisons américaines. Inculpés de conspiration et de meurtre, cinq de ses militants (Spies, Parson, Fischer, Engel et Lingg) sont condamnés à mort. Le 11 NOVEMBRE 1887, le coupeur tombe sur quatre d'entre eux, le cinquième (Lingg) s'étant suicidé peu de temps auparavant.

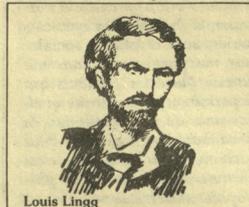
Cette tragédie va profondément toucher le prolétariat mondial. En 1889, le congrès international de Paris déclare le premier mai comme symbole de l'affrontement entre capital et travail salarié. Il demande aux travailleurs d'arrê-

lutionnaire de cette journée. A deux reprises, en 1915 et en 1939, les centrales syndicales rejoignent l'union sacrée contre les allemands; ce n'est qu'au cours de la seconde guerre mondiale que la bourgeoisie française par l'intermédiaire de Pétain, s'empare du premier mai pour faire de lui la fête du travail alors qu'il déclarait à son origine la guerre au travail salarié.

De 1945 à 1967, les premiers mai vont se suivre et se ressembler; une traditionnelle manifestation était organisée, agrémentée le long du parcours de vendeurs de muguet du Parti Communiste. Le premier mai de 1968 va bousculer la léthargie, hégémonique dans le mouvement ouvrier. Un million de travailleurs descendront dans les rues de la capitale mettant non seulement physiquement

classes, de trahison bureaucratique symbolisée par les accords de Grenelle.

1968 sera aussi l'apparition sur la scène politique d'un courant d'idées qui puise ses origines dans les théories socialistes libertaires: des habitants s'organisent dans des comités de quartier, des travailleurs se battent pour la démocratie directe d'assemblées, des femmes parlent de leur oppression spécifique, des homosexuels revendiquent le droit à leur se-



Louis Lingg